

Covid-19 à l'école : un syndicat du Calvados dénonce une omerta

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale

5-6 minutes

Les cas Covid semblent rares à l'école, peu de classes ont fermé. Officiellement, les enfants seraient moins vecteurs du virus. Mais parents d'élèves et enseignants s'inquiètent d'un manque de communication de l'éducation nationale, et réclament plus de transparence pour enseigner plus sereinement.

C'est une carte qui bouscule beaucoup le discours officiel du ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. **Une carte collaborative**, qui a pour but de recenser le nombre de cas positif au Covid-19 dans les établissements scolaires à travers toute la France. Elle a été mise en place par le mouvement [des stylos rouges](#).

Les stylos rouges y répertorient *"plus de 900 établissements touchés en novembre et décembre derniers, et déjà 175 établissements touchés depuis la rentrée du 4 janvier."*

{ L'école n'est pas le nid du virus.

{ Les chiffres affichés ne correspondent pas à ceux de Santé Publique France. L'inspection académique impose aux enseignants une omerta sur la communication des cas de COVID repérés dans leur école.

{ SNUipp-FSU14

Et c'est vrai que parfois les informations ont du mal à remonter. Beaucoup de parents s'attendaient peut-être à avoir des mots sur les sites internet des écoles ou dans les cahiers de leurs enfants, si un cas de Covid était repéré dans une école... Loin de là. La plupart du temps, c'est le bouche à oreille qui propage l'information.

Pour le syndicat SNUipp-FSU14, c'est *"l'inspection académique [qui] impose aux enseignants une omerta sur la communication des*

cas de COVID repérés dans leur école. Les parents s'inquiètent en découvrant que les équipes enseignantes, menacées de sanction, ne peuvent les informer. Il faut trop souvent attendre que la presse révèle des clusters pour que les élèves et les enseignants soient isolés. Cela brise la confiance des personnels et des familles dans l'institution."

Le manque de remplaçants

Que se passe-t-il en cas d'enseignant malade, hors Covid, ou arrêté pour enfant malade ? C'est l'inquiétude pour ses collègues à chaque fois. Vont-ils avoir la chance ou pas de voir débarquer un remplaçant envoyé par l'inspection ? Ou les élèves de l'absent vont-ils être dispatchés dans les autres classes ?

Malheureusement, c'est parfois aux enseignants aux-mêmes d'improviser une solution. L'une d'elle, près de Caen, a par exemple dû gérer deux classes de maternelles en même temps, dans deux salles voisines. Impossible en effet pour des raisons sanitaires de mettre 50 élèves dans une seule pièce, mais quid alors de la surveillance ? C'est l'ATSEM qui a aidé, et les récréations ont été allongées... Pas le choix, l'inspection académique n'a rien proposé.

Le SNUipp-FSU 14 demande qu'on donne aux équipes enseignantes les moyens de mettre en oeuvre les consignes sanitaires et aussi de faire leur métier : enseigner.

Le SNUipp-FSU 14

"Malgré la volonté des professeurs d'éviter des brassages entre les groupes, des enfants ont dû s'ajouter aux effectifs d'une autre classe, faute de remplaçant", dénonce le syndicat enseignant.

"Certains élèves ont vécu cette situation pendant trois semaines, la direction académique priorisant le remplacement des dispositifs et des formations imposées par le Ministre..."

Autant dire que pas grand monde dans le milieu scolaire ne semble convaincu par l'effet [des différentes mesures que veut mettre en place Jean-Michel Blanquer](#) pour limiter la propagation du virus : fin des cours de sport en intérieur ou renforcement des mesures sanitaires à la cantine notamment.

Le Rectorat conteste la non-transparence

Joint par notre rédaction, le rectorat de Normandie se défend de toute rétention. *"Nous suivons le process du ministère de l'Education nationale. On essaye d'informer les parents avant la presse, mais parfois malheureusement l'information sort avant même les confirmations officielles des cas."*

Quant aux différences de chiffres soulevées par les syndicats, il ne s'agirait *"que d'une analyse différente, avec une population et une temporalité différente. D'abord parce que contrairement à Santé Publique France, nous ne dénombrons que les cas des enfants en enseignement, maternelle primaire et secondaire, pas après. Nous faisons le point chaque semaine avec les chefs d'établissements, mais nos chiffres à nous sont du jeudi 13h au jeudi prochain 13h... Pas le samedi."*

L'objectif est de ne pénaliser les parents

Rectorat de l'Académie de Caen

Pour officialiser un cluster dans une école, il faut *"3 cas contacts dans une même classe"*. L'inspection reconnaît qu'*"il y a eu parfois, oui, des situations tendues pour les professeurs des écoles, car l'objectif est de pas pénaliser les parents. Le recrutement de contractuels (qui renforcent le contingent de remplaçants) ne peut pas se faire en 24h... Mais tout le monde est très investi pour traverser au mieux cette période difficile et inhabituelle."*